



# L'Afrique à l'assaut du tabagisme

**SANTÉ • Un par un, les Etats africains adoptent des lois visant à diminuer le nombre de fumeurs. Mais la mise en œuvre s'annonce difficile face au puissant lobby des cigarettiers.**



L'Afrique du Sud a été l'un des premiers pays à signer la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac en 2003 (ici la ministre de la Santé sud-africaine Manto Tshabalala-Msimang). Depuis, des progrès importants ont été accomplis. Mais l'essentiel reste à faire. KEYSTONE

## CHRISTOPHE KOESSLER

«En Afrique, vous pouvez manquer de sucre et de pain, mais pas de cigarettes. Dans les zones les plus reculées il y a presque toujours des points de vente», déplore Daouda Elhadj Adam, secrétaire général de l'association de défense des consommateurs au Tchad. En visite à Genève en début de semaine, l'homme est aussi le «Monsieur tabac» de l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires (L'Union). L'expert a accompagné tout au long du mois d'octobre Pascal Diethelm, président de l'association suisse de lutte contre le tabagisme Oxyromandie, dans un voyage à travers le Tchad, le Bénin et la Côte d'Ivoire. But de l'opération: convaincre les responsables politiques d'entreprendre une lutte sans merci contre le tabagisme, lequel cause plus de morts dans le monde que le sida.

Si le pourcentage de fumeurs au sud du Sahara est plus faible que celui connu en Europe, de 6% à 30% selon les pays, à comparer aux 25% à 39% en Europe occidentale, les ravages que le tabac y provoque sont considérables. «Nous savons d'une part que les pauvres fument davantage que le reste de la population. Or, les conséquences du tabagisme chez les gens défavorisés sont plus graves car cette dépendance s'accompagne souvent d'autres problèmes comme la malnutrition et le manque d'accès à des soins. Cela entraîne une plus grande probabilité de contracter des maladies liées au tabagisme», explique Pascal Diethelm.

## Moitié du salaire en fumée

Plus grave encore: une grande partie des fumeurs dépensent plus d'un tiers de

leur revenu dans la cigarette, parfois jusqu'à 50%. «Un pauvre qui gagne l'équivalent de 3 francs suisse par jour paiera facilement 1 franc quotidiennement pour un paquet. Dans ce cas, le tabac passe avant l'alimentation des enfants, les soins et l'éducation», soupire Daouda Elhadj Adam.

La bonne nouvelle, c'est que l'Afrique commence à se réveiller. Depuis l'adoption de la convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la lutte antitabac en 2005, de nombreux Etats du continent se sont dotés de lois pour enrayer le phénomène, comme l'interdiction de la publicité. Si certains traînent encore la patte, comme le Sénégal, l'adoption de législations sur l'ensemble du continent ne devrait pas traîner plus de quelques années<sup>2</sup>.

## Le tabac, un désastre économique

Dans plusieurs pays, voici venu le temps de la mise en œuvre des textes. Et c'est là que la bataille s'annonce acharnée: «L'industrie du tabac règne en maître absolu sur ce continent depuis des décennies», prévient le spécialiste tchadien. Fréquentant les bureaux des ministères, les géants comme Philip Morris, British and American Tobacco et Japan Tobacco utilisent une multitude de stratégies, y compris la corruption, pour se faire entendre (lire ci-dessous). Et ils disposent de la puissance de l'argent. Le chiffre d'affaires de Philip Morris représente plus de sept fois le produit intérieur brut du Tchad et trois fois celui de la Côte d'Ivoire.

En face, les organisations de la société civile ne sont armées que d'arguments: «Mais nous sommes grandement aidés par la convention cadre de

l'OMS, que la plupart des Etats africains ont ratifiée. Cela nous donne une légitimité que l'industrie du tabac n'a plus», indique M. Diethelm. Et auprès de décideurs, le militant antitabac tape là où cela fait mal: le portemonnaie. «Les Ministères du commerce, de l'économie, du budget et des finances sont particulièrement vulnérables aux discours des cigarettiers car ils pensent que le tabac est une bonne affaire sur le plan économique. C'est complètement faux et nous leur démontrons pourquoi.»

Premièrement, parce que les multinationales du tabac ne créent que très peu d'emplois. «Au Tchad, l'industrie utilisait la menace de la délocalisation. J'ai donc compté combien d'emplois elle fournissait dans le pays. Cela ne dépassait pas 177. Presque rien», raconte Daouda Elhadj Adam.

En réalité, le business de la cigarette tabac entrave plutôt la création d'emploi. L'expert suisse s'est livré à cet égard à un autre calcul. Il a supposé que les ménages américains réduisent leur consommation de tabac de 20 millions de dollars par année pour consacrer cette somme à une dizaine d'autres postes de dépenses, comme les médicaments, les transports, ou encore l'équipement électrique. Selon lui, ces 20 millions représentent 11 postes de travail dans le pays lorsqu'ils sont dépensés en cigarettes, mais fournissent 134 emplois quand ils servent à assumer des frais plus utiles.

De surcroît, en Afrique, le tabac est un produit importé dont les bénéfices sont exportés: «Il ne profite qu'aux multinationales qui l'utilisent pour siphonner l'argent dans les pays dont les revenus sont bas ou moyens», conclut le militant

suisse. Même les revenus des taxes sur les paquets de cigarettes, qui rentrent directement dans les caisses de l'Etat, restent très bas à entendre M. Elhadj Adam.

## Résultats encourageants

Les deux experts sont persuadés que ces arguments ont eu un impact auprès des autorités, à en juger par les vives réactions de leurs auditoires au Tchad, en Côte d'Ivoire et au Bénin. «Au Bénin, le représentant de la Cour suprême a déclaré, juste après notre intervention, qu'il allait faire de la lutte antitabac une priorité. Le lendemain, le projet de loi contre le tabagisme, qui était enlisé devant cette instance, a été débloqué», témoigne Pascal Diethelm.

Plus largement, les résultats du travail de fond mené par les ONG depuis des années commencent à se faire sentir sur le terrain: disparition de la publicité pour le tabac à la télévision et à la radio dans de nombreux pays, premiers avertissements sur les paquets de cigarettes – à Madagascar, l'Ile Maurice, l'Egypte et Djibouti –, début de l'interdiction de fumer dans les lieux publics (aéroports, restaurants, administrations, etc.). L'Afrique pourrait bien contrarier les espoirs des géants du tabac qui envisagent encore aujourd'hui ce continent comme un vaste marché à conquérir. I

<sup>1</sup> Pascal Diethelm est aussi vice-président, du Comité national contre le tabagisme en France. Il a été fonctionnaire de l'OMS pendant trente ans.

<sup>2</sup> L'Union contre la Tuberculose conseille en particulier dix pays, dont une bonne moitié dispose de lois ou de décrets en vigueur ainsi que des articles quant à leur mise en d'application: le Niger, le Burkina, Madagascar, le Kenya et le Tchad. L'adoption du projet de loi de la Côte d'Ivoire est très attendue, ce pays pouvant constituer une locomotive dans la région.

## Régulation des médias, facteur de liberté

**ARGENTINE • La Cour suprême a validé la loi anti-monopole de l'information.**

**Coup sur coup**, le gouvernement argentin vient de remporter deux victoires significatives. Après avoir conservé sa majorité législative dans la douleur (notre édition d'hier), Cristina Kirchner a vu son emblématique «Loi des médias» pleinement validée par la Cour suprême. Votée en octobre 2009 pour réguler le secteur et empêcher qu'un groupe médiatique n'occupe une position dominante, elle faisait l'objet d'une intense bataille judiciaire de la part de Clarín, premier groupe multimédia du pays.

Grand gagnant des années de la dictature, ce groupe naguère péroniste a donc perdu le bras de fer qui l'opposait au gouvernement et, avec lui, son quasi-monopole sur l'information nationale. Clarín devra ainsi céder pas moins du tiers de ses canaux audio-visuels pour se conformer à la loi. Les médias non commerciaux issus de la société civile en seront les premiers bénéficiaires puisque l'Etat argentin doit désormais lui attribuer au moins un tiers du spectre.

**Dans son jugement**, la Cour a relevé l'importance de la régulation étatique comme garante de la liberté d'expression dans sa dimension collective. Une analyse qui contredit la vision libérale communément admise et défendue par Clarín, qui laisse la liberté d'expression aux seuls mécanismes de marché.

D'habitude extrêmement sourcilieuse quant aux réglementations étatiques, l'organisation Reporters sans frontières s'est tout de même réjouie de la décision de justice qualifiée «de grand pas en avant pour le pluralisme en Argentine et dans la région». Et de préciser que «l'argumentaire des juges favorables à la loi était fondamentalement le nôtre: elle renforcera la liberté de l'information et le débat public car elle permet à un plus grand spectre d'opinion de s'exprimer en toute légalité».

Le rapporteur spécial de l'ONU pour la liberté d'opinion n'a pas été en reste. Pour Frank La Rue, c'est d'une «loi modèle» dont s'est dotée l'Argentine. Le Guatemalaëque relève avec plaisir que l'Uruguay s'apprête à s'en inspirer.

BENITO PEREZ

# L'industrie a ses entrées dans les ministères

**La Convention de l'OMS** pour la lutte antitabac interdit explicitement l'ingérence des cigarettiers dans les politiques de santé des Etats membres. Cette disposition a été adoptée en raison de l'omniprésence de ces derniers auprès des décideurs. En Afrique, leurs lobbyistes rendent souvent visite aux ministères ou à leurs cabinets, a pu constater Daouda Elhadj Adam.

Cadeaux, pots-de-vin et menus avantages sont parfois utilisés et pourraient même constituer une pratique répandue. «Un responsable d'un ministère m'a raconté qu'un jour, un représentant d'une grande compagnie est venu le voir accompagné d'une magnifique jeune femme, qu'il lui a présentée comme sa personne de contact chez eux. Puis, cette dame s'est montrée entreprenante et l'a harcelé nuit et jour au téléphone pour le voir», raconte Pascal Diethelm.

Lorsque cela ne fonctionne pas, des menaces sont parfois brandies. Alors que certains membres du gouvernement se montrent très proactifs sur le dossier du tabac pendant un temps, un jour ils reculent sans raison, témoigne M. Elhadj Adam. «Certains se montrent tout gênés quand nous les approchons et nous répondent des arguments préfabriqués par l'industrie.»

Fort heureusement, tous les représentants de l'Etat ne sont pas corrompus. L'industrie utilise bien sûr des stratagèmes de lobbying plus classiques: présentation d'études biaisées en sa faveur, promesses d'investissements, menaces de retrait du pays, fourniture d'expertises juridiques, formulation de projets de loi ou de règlements d'application clef en main, etc. «En Côte d'Ivoire et au Congo-Brazzaville, les grandes compagnies ont par exemple fourni les

maquettes graphiques des avertissements en matière de santé que le gouvernement avait décidé d'imposer sur les paquets de cigarettes. Des versions sans photos d'illustration, avec un texte minimaliste. Heureusement, cela n'a pas passé», raconte le Tchadien.

**Ce dernier constate** que les fonctionnaires des ministères et les parlementaires sont surtout mal informés. «La plupart sont des gens de bonne volonté. C'est pour cela que notre travail de sensibilisation a tout son sens. D'août à octobre, j'ai participé à des ateliers sur ces thèmes dans une dizaine de pays. On s'est rendu compte que beaucoup ignoraient tout simplement la réalité et étaient désinformés par les entreprises», conclut l'expert tchadien. CKR

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du Courrier. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération soutient cette rubrique, à travers les fonds attribués par la Ville de Genève.

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

Retrouvez  
Le Courrier  
sur internet  
[www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)